

LYCÉE ARAGO (PARIS 12^E) : UNE RÉPRESSION INACCEPTABLE DU MOUVEMENT SOCIAL

Une fois de plus, le gouvernement a choisi la répression contre le mouvement étudiant et lycéen. La Ligue des droits de l'Homme (LDH) proteste en particulier contre les violences subies par les élèves du lycée Arago venus manifester pacifiquement leurs inquiétudes à l'égard de Parcoursup et des réformes entreprises par le ministère de l'Education nationale.

L'évacuation des locaux du lycée par la police s'est accompagnée d'une réaction totalement excessive et violente des pouvoirs publics. Plus d'une centaine d'arrestations, des gardes à vue prolongées, l'absence d'information des parents pour les mineurs, en violation des règles du Code de procédure pénale : toutes ces mesures d'intimidation sont inacceptables dans un Etat de droit, et témoignent d'une volonté de dissuader toute forme de contestation.

Certains des jeunes du lycée Arago ont été présentés devant le tribunal, d'autres ont fait l'objet d'un rappel à la loi par le procureur. Rien ne peut justifier l'ampleur de cette répression, ni d'ailleurs l'usage disproportionné et injustifié de la force. Le gouvernement doit s'en expliquer et reconnaître les erreurs commises.

La LDH apporte, en conséquence, tout son soutien aux lycéens, aux parents, aux associations de parents d'élèves, et restera vigilante sur la révélation des conditions précises dans lesquelles cette opération de force s'est déroulée et sur les suites qui seront données aux différentes procédures.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898

